

CODEVAIR

Conditions de fonctionnement

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants et du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit - Siren 605 520 071 RCS Lyon - APE 6419 Z - Intermédiaire d'assurance N° ORIAS : 07006015- Siège social : 4, boulevard Eugène Deruelle – 69003 LYON. N° TVA intracommunautaire : FR 00 605 520 071

Le CODEVAIR est un compte sur livret soumis à la réglementation définie par le Conseil National du Crédit, permettant à son titulaire d'obtenir rémunération de son épargne tout en s'engageant pour la défense de l'environnement et le développement durable.

Cette épargne permet en effet à la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES de participer au financement d'investissements en faveur de la préservation de l'environnement au travers de la distribution de prêts PREVAIR.

Article 1. Ouverture

Le CODEVAIR peut être ouvert à toute personne physique.

Il ne peut être ouvert qu'un seul Livret d'épargne CODEVAIR par personne.

Le CODEVAIR peut être ouvert sous la forme de compte-joint.

Article 2. Fonctionnement

L'ouverture du CODEVAIR est soumise à un premier versement d'un minimum de 10 euros. Les sommes déposées sur le CODEVAIR sont disponibles à tout moment sous réserve du respect de la provision minimum de 10 euros.

Le CODEVAIR enregistre des versements et des retraits au profit du titulaire.

Article 2.1. Versements

Les versements sont effectués selon les modalités suivantes :

- Dépôts d'espèces réalisés au guichet de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes.
- Remises de chèques.
- Virements exceptionnels ou permanents. Le titulaire du compte de dépôt autorise la Banque à prélever sur le dit-compte dans la limite de la provision préalable et disponible les sommes dont le montant, la périodicité et la date sont indiquées aux conditions contractuelles jusqu'à révocation de sa part.

Article 2.2. Retraits

Les retraits sont exclusivement à vue, en espèces ou par virements de compte à compte sur demande expresse du titulaire, du co-titulaire ou du mandataire, à l'exclusion de toute opération de domiciliation.

Les virements qui ont pour objet de débiter de façon automatique le CODEVAIR pour alimenter un compte à vue sont interdits.

Il ne sera délivré ni chéquier, ni carte de paiement, ni relevé d'identité bancaire.

Article 3. Relevé de compte

Chaque mois, en cas de variation du solde du compte, le titulaire reçoit un relevé de compte qui retrace les opérations passées au débit ou au crédit de son compte épargne.

A réception de chaque extrait de compte, le client doit vérifier l'exactitude des mentions qui y sont portées. A ce titre, il dispose d'un délai de trois mois à compter de la date du relevé pour présenter ses observations s'il souhaite contester les conditions de certaines opérations. Passé ce délai, aucune contestation ne pourra être reçue, sauf si la demande de révision concerne une erreur, une omission ou une présentation inexacte.

Article 4. Rémunération

Les sommes déposées sur le compte CODEVAIR portent intérêts à un taux librement fixé par la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et indiqué aux conditions contractuelles.

La banque fixant librement le taux de rémunération du CODEVAIR, elle se réserve le droit de modifier ce taux à tout moment à la hausse ou à la baisse. Dans ce cas, la Banque en informera le titulaire par tout moyen (affichage, mention sur le relevé de compte, courrier...).

Le titulaire qui n'accepterait pas cette modification de rémunération conserve la liberté de clôturer immédiatement le compte d'épargne.

Les intérêts sont calculés par quinzaine. Ainsi les fonds déposés du 1^{er} au 15 du mois produiront intérêt à partir du 16 et ceux versés du 16 au 31 à compter du 1^{er} du mois suivant. Les sommes retirées cessent de produire intérêt depuis la fin de la quinzaine qui précède le retrait, ainsi

les fonds retirés du 1^{er} au 15 cessent de produire intérêt à la fin du mois précédent, ceux retirés du 16 au 31, à la fin de la quinzaine précédente. Les intérêts sont calculés pour chaque année civile et capitalisés en début d'année suivante, et font l'objet d'un relevé après capitalisation.

Article 5. Clôture du CODEVAIR

Le CODEVAIR est ouvert pour une durée indéterminée. Le contrat prend effet à la date de signature par les deux parties et par le versement d'une somme d'un montant minimum de 10 euros.

Sa clôture peut être effectuée à tout moment à l'initiative du client.

La Banque peut, à tout moment, sans avoir à justifier sa décision, prononcer la clôture du CODEVAIR. Elle devra en informer le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un délai de préavis d'un mois à compter de la première présentation de la lettre recommandée.

Le décès du titulaire entraîne la clôture automatique du CODEVAIR au jour du décès.

Dans tous les cas ci-dessus, il est établi un arrêté des intérêts qui sont portés au crédit du compte au jour de sa clôture. Le solde est transféré sur un compte à vue du titulaire, ou à défaut sur un compte d'attente afin d'être restitué à la première demande du titulaire.

Article 6. Fiscalité des intérêts

A l'ouverture du compte, le titulaire choisit l'option fiscale qui sera appliquée aux intérêts. Les intérêts sont :

- soit assujettis à l'impôt sur le revenu et doivent alors être inclus dans la déclaration de revenus du titulaire,
- soit soumis au prélèvement forfaitaire libératoire en vigueur au jour de leur perception, majoré des prélèvements sociaux.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire, la banque effectuera une retenue à la source au taux en vigueur du prélèvement forfaitaire, majoré des prélèvements sociaux. La somme versée au souscripteur sera donc minorée du prélèvement forfaitaire libératoire et des prélèvements sociaux. Toute évolution du taux de prélèvement libératoire ou du taux des prélèvements sociaux est susceptible de modifier le montant des intérêts versés à chaque période.

Sauf avis contraire du titulaire, l'option fiscale choisie à l'ouverture et indiquée aux conditions contractuelles est reconduite automatiquement pour toute la durée du contrat. Cette option est irrévocable pour les intérêts perçus mais peut être modifiée en cours de contrat pour les intérêts à recevoir après la date de modification.

La demande de modification de l'option fiscale doit parvenir impérativement à la Banque avant le 31 décembre de l'année précédant l'ouverture de la nouvelle période d'intérêts à laquelle la nouvelle option doit être appliquée.

Article 7. Modification des conditions de fonctionnement

Les dispositions présentes dans les conditions de fonctionnement peuvent évoluer en raison de mesures législatives ou réglementaires. Dans ce cas, les modifications seront applicables dès leur entrée en vigueur sans préavis ni informations préalable. Par ailleurs, la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes pourra apporter des modifications aux dispositions des présentes conditions de fonctionnement. Le titulaire sera informé de ces modifications par tout moyen, notamment par l'envoi d'une lettre ou par une mention portée sur le relevé de compte ou jointe à celui-ci. Ces modifications sont opposables au client en l'absence de contestation un mois après leur notification ou immédiatement lorsqu'elles sont acceptées par le client directement à son agence.

Article 8. Démarchage – Vente à distance

Le présent contrat entre en vigueur dès signature par les parties. Si vous avez été démarché(e) en vue de sa souscription ou s'il a été conclu à distance dans les conditions prévues par les articles L 341-1 et suivants et L 343-1 et suivants du Code monétaire et financier et même si l'exécution de ce contrat a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, vous êtes informé(e) de la possibilité de revenir sur votre engagement. Conformément aux articles L341-16 du code monétaire et financier et L112-9 du code des assurances (en cas de démarchage) , ou L 222-7 à L 222-17 du code de la consommation et L112-2-1 du code des assurances (en cas de conclusion du contrat à distance), ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du contrat en adressant un courrier recommandé avec avis de réception à la Banque Populaire. Le modèle de courrier suivant peut être utilisé : « Je soussigné (Nom, prénom), demeurant à (Adresse), déclare renoncer au contrat (Références du contrat) que j'ai souscrit le , auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes - Fait à (Lieu) le (Date) et signature ».

Conformément à l'article L. 223-2 du Code de la consommation, le client est informé qu'il peut s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, le client peut être démarché dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Article 9. Réclamations – Médiation

Les clients peuvent émettre leur réclamation auprès de leur agence ou du service réclamations par courrier 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 Lyon 04 78 95 57 20

La Banque a désigné un médiateur chargé de recommander des solutions aux litiges avec toute personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels, relatifs aux services fournis et aux contrats conclus en matière d'opérations de banque (gestion du compte de dépôt, opérations de crédit...), de services de paiement, de services d'investissement, d'instruments financiers et de produits d'épargne distribués par la Banque. Son champ d'action exclut :

- les litiges relatifs à la politique commerciale de la Banque (par exemple : décision de distribuer ou non un produit ou un service bancaire, liberté de contracter ou de rompre une relation contractuelle, liberté de tarification...),
- les litiges résultant des performances des produits liées aux évolutions des marchés financiers,
- les litiges ne relevant pas de la commercialisation des contrats d'assurance directement liés à un produit ou à un service bancaire distribués par la Banque (Assurance emprunteur, assurance des moyens de paiement, instrument financier, produit d'épargne...).

L'issue de la médiation intervient, au plus tard, dans un délai de quatre vingt dix jours à compter de la date de la notification mentionnée à l'article R612-2, Le médiateur peut prolonger ce délai à tout moment, en cas de litige complexe, Il en avise immédiatement les parties. La saisine du médiateur suspend la prescription pendant le délai qui lui est imparti pour formuler ses recommandations.

L'adresse du médiateur est : Monsieur le médiateur de la Banque Populaire - 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON - Site du médiateur après ouverture au public : www.sitedumediateur.fr/banquepopulaire/auvergnerhonealpes

Si les parties décident de suivre l'avis exprimé par le médiateur, elles le formalisent, entre elles, par la signature d'un accord amiable mettant fin au litige. Cet accord pourra revêtir la forme d'une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil.

Ni la Banque, ni le Client ne sont tenus de proposer ou demander la saisine du médiateur avant toute action judiciaire. Par ailleurs, la Banque ou le Client, que la décision du médiateur ne satisferait pas, peut saisir la juridiction compétente à l'issue de la procédure de médiation.

Article 10. Secret Professionnel

La Banque est tenue au secret professionnel, conformément à l'article L. 511-33 du code monétaire et financier.

Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques, Fichier des Incidents

de remboursement de Crédit aux Particuliers, par exemple), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L 114-19 à L 114-21 du code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de contrôle prudentiel. Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale,
 - ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.
- Conformément à l'article L 511-33 du code monétaire et financier, la Banque peut partager des informations confidentielles concernant le client, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :
- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits de ses clients (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
 - avec des entreprises de recouvrement,
 - avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple, pour la gestion des cartes bancaires, ou la fabrication de chèquiers)
 - lors de l'étude ou l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la Banque (BPCE, Banques populaires, ...).

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

Le client peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Banque sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Article 11. Informatique et Libertés

Dans le cadre de la relation bancaire, la Banque est amenée à recueillir des données à caractère personnel concernant le client, le cas échéant, le représentant légal, le mandataire et à les traiter notamment en mémoire informatisée selon les dispositions de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée. Les données à caractère personnel ainsi recueillies sont obligatoires et ont pour principales finalités la tenue et la gestion du (des) compte(s), ainsi que la gestion de la relation bancaire, la gestion du risque, la gestion et la prévention du surendettement, la gestion des incivilités, le respect de ses obligations légales ou réglementaires, les études statistiques et la fiabilisation des données, le contrôle et la surveillance lié au contrôle interne auquel est soumis la Banque, l'octroi de crédit, les analyses, les études, le pilotage de l'activité bancaire, le reporting, l'historisation des données pour garantir la piste d'audit, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude, le recouvrement, le contentieux, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale, la classification, la segmentation à des fins réglementaires et/ou commerciales, la sélection et le ciblage de la clientèle, la prospection et l'animation commerciale, la communication et le marketing.

Le refus par le titulaire/représentant légal/mandataire de communiquer tout ou partie de ses données peut entraîner le rejet de la demande.

Elles sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, à la Banque responsable de traitement. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

La Banque est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données. Toutefois, la Banque est autorisée par le titulaire/représentant légal/mandataire à communiquer les données le concernant dans les conditions prévues aux présentes Conditions Générales.

Les données à caractère personnel (informations nominatives) que le Client a transmises à la Banque conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet

d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne.

Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place. Le Client peut en prendre connaissance en consultant la notice d'information accessible sur le site Internet de la Fédération Bancaire Française : www.fbf.fr.

Ces données peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires habilités, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE/1781 du 15 novembre 2006, en cas de virement de fonds, certaines des données doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne.

Le titulaire/représentant légal/mandataire disposent d'un droit d'accès et de rectification s'agissant de leurs données ainsi que d'un droit d'opposition au traitement de ces données pour motifs légitimes. Ils peuvent également s'opposer sans frais à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement à des fins de prospection notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par courrier accompagné d'une copie de tout document d'identité signé par le demandeur auprès de La

Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, en s'adressant au Service Réclamations 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON

Article 12. Garantie des dépôts

Les dépôts espèces recueillis par la Banque, les titres conservés par elle, certaines cautions qu'elle délivre au Client, sont couverts par des mécanismes de garanties gérés par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans les conditions et selon les modalités définies par l'article L 312-4 et les suivants du Code monétaire et financier, et les textes d'application. Conformément à l'article L 312-15 du Code monétaire et financier et à l'article 14 de l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif à la mise en œuvre de la garantie des dépôts, la Banque peut être amenée à transmettre, à la demande expresse du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de sa mission, des informations nominatives ou chiffrées concernant le Client.

Ces modalités font l'objet d'un dépliant que le Client peut demander auprès du « Service Réclamations » de la Banque ou auprès du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution - 65, rue de la Victoire - 75009 Paris (www.garantiedesdepots.fr) ou consulter sur le site Internet de la Banque ou du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution. »

CODEVAIR

Conditions de fonctionnement

Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable, régie par les articles L512-2 et suivants et du Code Monétaire et Financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques Populaires et aux établissements de crédit - Siren 605 520 071 RCS Lyon - APE 6419 Z - Intermédiaire d'assurance N° ORIAS : 07006015- Siège social : 4, boulevard Eugène Deruelle – 69003 LYON. N° TVA intracommunautaire : FR 00 605 520 071

Le CODEVAIR est un compte sur livret soumis à la réglementation définie par le Conseil National du Crédit, permettant à son titulaire d'obtenir rémunération de son épargne tout en s'engageant pour la défense de l'environnement et le développement durable.

Cette épargne permet en effet à la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE ALPES de participer au financement d'investissements en faveur de la préservation de l'environnement au travers de la distribution de prêts PREVAIR.

Article 1. Ouverture

Le CODEVAIR peut être ouvert à toute personne physique.

Il ne peut être ouvert qu'un seul Livret d'épargne CODEVAIR par personne.

Le CODEVAIR peut être ouvert sous la forme de compte-joint.

Article 2. Fonctionnement

L'ouverture du CODEVAIR est soumise à un premier versement d'un minimum de 10 euros. Les sommes déposées sur le CODEVAIR sont disponibles à tout moment sous réserve du respect de la provision minimum de 10 euros.

Le CODEVAIR enregistre des versements et des retraits au profit du titulaire.

Article 2.1. Versements

Les versements sont effectués selon les modalités suivantes :

- Dépôts d'espèces réalisés au guichet de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes.
- Remises de chèques.
- Virements exceptionnels ou permanents. Le titulaire du compte de dépôt autorise la Banque à prélever sur le dit-compte dans la limite de la provision préalable et disponible les sommes dont le montant, la périodicité et la date sont indiquées aux conditions contractuelles jusqu'à révocation de sa part.

Article 2.2. Retraits

Les retraits sont exclusivement à vue, en espèces ou par virements de compte à compte sur demande expresse du titulaire, du co-titulaire ou du mandataire, à l'exclusion de toute opération de domiciliation.

Les virements qui ont pour objet de débiter de façon automatique le CODEVAIR pour alimenter un compte à vue sont interdits.

Il ne sera délivré ni chéquier, ni carte de paiement, ni relevé d'identité bancaire.

Article 3. Relevé de compte

Chaque mois, en cas de variation du solde du compte, le titulaire reçoit un relevé de compte qui retrace les opérations passées au débit ou au crédit de son compte épargne.

A réception de chaque extrait de compte, le client doit vérifier l'exactitude des mentions qui y sont portées. A ce titre, il dispose d'un délai de trois mois à compter de la date du relevé pour présenter ses observations s'il souhaite contester les conditions de certaines opérations. Passé ce délai, aucune contestation ne pourra être reçue, sauf si la demande de révision concerne une erreur, une omission ou une présentation inexacte.

Article 4. Rémunération

Les sommes déposées sur le compte CODEVAIR portent intérêts à un taux librement fixé par la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes et indiqué aux conditions contractuelles.

La banque fixant librement le taux de rémunération du CODEVAIR, elle se réserve le droit de modifier ce taux à tout moment à la hausse ou à la baisse. Dans ce cas, la Banque en informera le titulaire par tout moyen (affichage, mention sur le relevé de compte, courrier...).

Le titulaire qui n'accepterait pas cette modification de rémunération conserve la liberté de clôturer immédiatement le compte d'épargne.

Les intérêts sont calculés par quinzaine. Ainsi les fonds déposés du 1^{er} au 15 du mois produiront intérêt à partir du 16 et ceux versés du 16 au 31 à compter du 1^{er} du mois suivant. Les sommes retirées cessent de produire intérêt depuis la fin de la quinzaine qui précède le retrait, ainsi

les fonds retirés du 1^{er} au 15 cessent de produire intérêt à la fin du mois précédent, ceux retirés du 16 au 31, à la fin de la quinzaine précédente. Les intérêts sont calculés pour chaque année civile et capitalisés en début d'année suivante, et font l'objet d'un relevé après capitalisation.

Article 5. Clôture du CODEVAIR

Le CODEVAIR est ouvert pour une durée indéterminée. Le contrat prend effet à la date de signature par les deux parties et par le versement d'une somme d'un montant minimum de 10 euros.

Sa clôture peut être effectuée à tout moment à l'initiative du client.

La Banque peut, à tout moment, sans avoir à justifier sa décision, prononcer la clôture du CODEVAIR. Elle devra en informer le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un délai de préavis d'un mois à compter de la première présentation de la lettre recommandée.

Le décès du titulaire entraîne la clôture automatique du CODEVAIR au jour du décès.

Dans tous les cas ci-dessus, il est établi un arrêté des intérêts qui sont portés au crédit du compte au jour de sa clôture. Le solde est transféré sur un compte à vue du titulaire, ou à défaut sur un compte d'attente afin d'être restitué à la première demande du titulaire.

Article 6. Fiscalité des intérêts

A l'ouverture du compte, le titulaire choisit l'option fiscale qui sera appliquée aux intérêts. Les intérêts sont :

- soit assujettis à l'impôt sur le revenu et doivent alors être inclus dans la déclaration de revenus du titulaire,
- soit soumis au prélèvement forfaitaire libératoire en vigueur au jour de leur perception, majoré des prélèvements sociaux.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire, la banque effectuera une retenue à la source au taux en vigueur du prélèvement forfaitaire, majoré des prélèvements sociaux. La somme versée au souscripteur sera donc minorée du prélèvement forfaitaire libératoire et des prélèvements sociaux. Toute évolution du taux de prélèvement libératoire ou du taux des prélèvements sociaux est susceptible de modifier le montant des intérêts versés à chaque période.

Sauf avis contraire du titulaire, l'option fiscale choisie à l'ouverture et indiquée aux conditions contractuelles est reconduite automatiquement pour toute la durée du contrat. Cette option est irrévocable pour les intérêts perçus mais peut être modifiée en cours de contrat pour les intérêts à recevoir après la date de modification.

La demande de modification de l'option fiscale doit parvenir impérativement à la Banque avant le 31 décembre de l'année précédant l'ouverture de la nouvelle période d'intérêts à laquelle la nouvelle option doit être appliquée.

Article 7. Modification des conditions de fonctionnement

Les dispositions présentes dans les conditions de fonctionnement peuvent évoluer en raison de mesures législatives ou réglementaires. Dans ce cas, les modifications seront applicables dès leur entrée en vigueur sans préavis ni informations préalable. Par ailleurs, la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes pourra apporter des modifications aux dispositions des présentes conditions de fonctionnement. Le titulaire sera informé de ces modifications par tout moyen, notamment par l'envoi d'une lettre ou par une mention portée sur le relevé de compte ou jointe à celui-ci. Ces modifications sont opposables au client en l'absence de contestation un mois après leur notification ou immédiatement lorsqu'elles sont acceptées par le client directement à son agence.

Article 8. Démarchage – Vente à distance

Le présent contrat entre en vigueur dès signature par les parties. Si vous avez été démarché(e) en vue de sa souscription ou s'il a été conclu à distance dans les conditions prévues par les articles L 341-1 et suivants et L 343-1 et suivants du Code monétaire et financier et même si l'exécution de ce contrat a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, vous êtes informé(e) de la possibilité de revenir sur votre engagement. Conformément aux articles L341-16 du code monétaire et financier et L112-9 du code des assurances (en cas de démarchage) , ou L 222-7 à L 222-17 du code de la consommation et L112-2-1 du code des assurances (en cas de conclusion du contrat à distance), ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du contrat en adressant un courrier recommandé avec avis de réception à la Banque Populaire. Le modèle de courrier suivant peut être utilisé : « Je soussigné (Nom, prénom), demeurant à (Adresse), déclare renoncer au contrat (Références du contrat) que j'ai souscrit le, auprès de la Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes - Fait à (Lieu) le (Date) et signature ».

Conformément à l'article L. 223-2 du Code de la consommation, le client est informé qu'il peut s'inscrire sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique. Toutefois, malgré cette inscription, le client peut être démarché dès lors qu'il existe des relations contractuelles antérieures.

Article 9. Réclamations – Médiation

Les clients peuvent émettre leur réclamation auprès de leur agence ou du service réclamations par courrier 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 Lyon 04 78 95 57 20

La Banque a désigné un médiateur chargé de recommander des solutions aux litiges avec toute personne physique n'agissant pas pour des besoins professionnels, relatifs aux services fournis et aux contrats conclus en matière d'opérations de banque (gestion du compte de dépôt, opérations de crédit...), de services de paiement, de services d'investissement, d'instruments financiers et de produits d'épargne distribués par la Banque. Son champ d'action exclut :

- les litiges relatifs à la politique commerciale de la Banque (par exemple : décision de distribuer ou non un produit ou un service bancaire, liberté de contracter ou de rompre une relation contractuelle, liberté de tarification...),
- les litiges résultant des performances des produits liées aux évolutions des marchés financiers,
- les litiges ne relevant pas de la commercialisation des contrats d'assurance directement liés à un produit ou à un service bancaire distribués par la Banque (Assurance emprunteur, assurance des moyens de paiement, instrument financier, produit d'épargne...).

L'issue de la médiation intervient, au plus tard, dans un délai de quatre vingt dix jours à compter de la date de la notification mentionnée à l'article R612-2, Le médiateur peut prolonger ce délai à tout moment, en cas de litige complexe, Il en avise immédiatement les parties. La saisine du médiateur suspend la prescription pendant le délai qui lui est imparti pour formuler ses recommandations.

L'adresse du médiateur est : Monsieur le médiateur de la Banque Populaire - 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON - Site du médiateur après ouverture au public : www.sitedumediateur.fr/banquepopulaire/auvergnerrhonealpes

Si les parties décident de suivre l'avis exprimé par le médiateur, elles le formalisent, entre elles, par la signature d'un accord amiable mettant fin au litige. Cet accord pourra revêtir la forme d'une transaction au sens de l'article 2044 du Code civil.

Ni la Banque, ni le Client ne sont tenus de proposer ou demander la saisine du médiateur avant toute action judiciaire. Par ailleurs, la Banque ou le Client, que la décision du médiateur ne satisfait pas, peut saisir la juridiction compétente à l'issue de la procédure de médiation.

Article 10. Secret Professionnel

La Banque est tenue au secret professionnel, conformément à l'article L. 511-33 du code monétaire et financier.

Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques, Fichier des Incidents

de remboursement de Crédit aux Particuliers, par exemple), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L 114-19 à L 114-21 du code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de contrôle prudentiel. Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant :

- dans le cadre d'une procédure pénale,
 - ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.
- Conformément à l'article L 511-33 du code monétaire et financier, la Banque peut partager des informations confidentielles concernant le client, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :
- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits de ses clients (entreprises d'assurances, sociétés de caution mutuelle, par exemple),
 - avec des entreprises de recouvrement,
 - avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple, pour la gestion des cartes bancaires, ou la fabrication de chèques)
 - lors de l'étude ou l'élaboration de tous types de contrats ou d'opérations concernant ses clients, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la Banque (BPCE, Banques populaires, ...).

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

Le client peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Banque sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

Article 11. Informatique et Libertés

Dans le cadre de la relation bancaire, la Banque est amenée à recueillir des données à caractère personnel concernant le client, le cas échéant, le représentant légal, le mandataire et à les traiter notamment en mémoire informatisée selon les dispositions de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée. Les données à caractère personnel ainsi recueillies sont obligatoires et ont pour principales finalités la tenue et la gestion du (des) compte(s), ainsi que la gestion de la relation bancaire, la gestion du risque, la gestion et la prévention du surendettement, la gestion des incivilités, le respect de ses obligations légales ou réglementaires, les études statistiques et la fiabilisation des données, le contrôle et la surveillance lié au contrôle interne auquel est soumis la Banque, l'octroi de crédit, les analyses, les études, le pilotage de l'activité bancaire, le reporting, l'historisation des données pour garantir la piste d'audit, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude, le recouvrement, le contentieux, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, l'échange automatique d'informations relatif aux comptes en matière fiscale, la classification, la segmentation à des fins réglementaires et/ou commerciales, la sélection et le ciblage de la clientèle, la prospection et l'animation commerciale, la communication et le marketing.

Le refus par le titulaire/représentant légal/mandataire de communiquer tout ou partie de ses données peut entraîner le rejet de la demande.

Elles sont destinées, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement, à la Banque responsable de traitement. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

La Banque est tenue au secret professionnel à l'égard de ces données. Toutefois, la Banque est autorisée par le titulaire/représentant légal/mandataire à communiquer les données le concernant dans les conditions prévues aux présentes Conditions Générales.

Les données à caractère personnel (informations nominatives) que le Client a transmises à la Banque conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet

d'un transfert dans un pays de l'Union Européenne ou hors Union Européenne.

Dans le cadre d'un transfert vers un pays hors Union Européenne, des règles assurant la protection et la sécurité de ces informations ont été mises en place. Le Client peut en prendre connaissance en consultant la notice d'information accessible sur le site Internet de la Fédération Bancaire Française : www.fbf.fr.

Ces données peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires habilités, notamment dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux ou de la lutte contre le financement du terrorisme. Pour ces mêmes raisons, en vertu du Règlement CE/1781 du 15 novembre 2006, en cas de virement de fonds, certaines des données doivent être transmises à la banque du bénéficiaire du virement située dans un pays de l'Union européenne ou hors Union européenne.

Le titulaire/représentant légal/mandataire disposent d'un droit d'accès et de rectification s'agissant de leurs données ainsi que d'un droit d'opposition au traitement de ces données pour motifs légitimes. Ils peuvent également s'opposer sans frais à ce que ces données fassent l'objet d'un traitement à des fins de prospection notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par courrier accompagné d'une copie de tout document d'identité signé par le demandeur auprès de La

Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes, en s'adressant au Service Réclamations 4 boulevard Eugène Deruelle 69003 LYON

Article 12. Garantie des dépôts

Les dépôts espèces recueillis par la Banque, les titres conservés par elle, certaines cautions qu'elle délivre au Client, sont couverts par des mécanismes de garanties gérés par le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans les conditions et selon les modalités définies par l'article L 312-4 et les suivants du Code monétaire et financier, et les textes d'application. Conformément à l'article L 312-15 du Code monétaire et financier et à l'article 14 de l'arrêté du 27 octobre 2015 relatif à la mise en œuvre de la garantie des dépôts, la Banque peut être amenée à transmettre, à la demande expresse du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, dans le cadre de la préparation ou de l'exécution de sa mission, des informations nominatives ou chiffrées concernant le Client.

Ces modalités font l'objet d'un dépliant que le Client peut demander auprès du « Service Réclamations » de la Banque ou auprès du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution - 65, rue de la Victoire - 75009 Paris (www.garantiedesdepots.fr) ou consulter sur le site Internet de la Banque ou du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution. »